

ALGER 16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

Edition N°1607 du Mardi 15 Septembre 2026 - Email : alger16bma@gmail.com - Prix 10 DA - ISSN2335-108X - WWW.ALGER16.DZ

ACTUALITE

SPORTS

SANTE

RÉGIONS

CULTURE

PUBLICITE

alger16 le quotidien

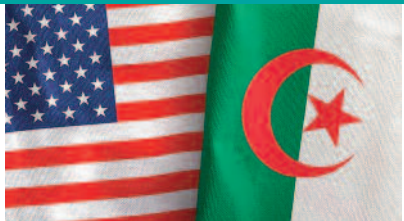
alger16, quotidien

ALGER16, LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SCAN ME



COOPÉRATION ALGÉRO-AMÉRICAIN



L'ALGÉRIE, PARTENAIRE STRATÉGIQUE DES USA

P. 16

RENTÉE SCOLAIRE 2026-2027



LE DISPOSITIF SANITAIRE RENFORCÉ POUR ACCOMPAGNER LES ÉLÈVES

P. 7

ATHLÉTISME

**ULTIMATE CHAMPIONSHIP 2026
SEDJATI RÈGNE
SUR LE 800 M**

Le coureur de demi-fond algérien Djamel Sedjati a admirablement fait sensation, dimanche en début de soirée, à Budapest, en Hongrie, en remportant la course finale du 800 mètres messieurs de la première édition de l'Ultimate Championship.

• LES FÉLICITATIONS DU CHEF DE L'ÉTAT

P. 14

VISITE DU PREMIER MINISTRE SIFI GHRIEB À BAMAKO



**L'ALGÉRIE RÉAFFIRME
SA VOLONTÉ DE RELANCER
LA COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE**

Pp 4, 5

APRÈS LES INCENDIES, L'ÉLAN DE TOUTE UNE NATION

**DE L'URGENCE
AU RETOUR À LA NORMALE**

P.3



De l'intervention dans l'urgence à la reconstruction, la réponse apportée aux incendies avait ainsi reposé sur un même objectif : protéger les populations, accompagner les sinistrés et rétablir progressivement une vie normale.



**LE
SAVIEZ-
VOUS ?**

UNIVERSITÉ D'ALGER 3

UN NOUVEAU DOCTORAT EN INDUSTRIES CRÉATIVES



Le ministère de l'Enseignement supérieur et de la Recherche scientifique a autorisé l'Université d'Alger 3 à lancer un nouveau programme de doctorat intitulé « Industrie cinématographique et industries culturelles et créatives », offrant 45 places réparties entre trois spécialités. Ce nouveau cursus s'inscrit dans une démarche visant à accompagner les

mutations liées à l'intelligence artificielle et à l'essor de l'économie du contenu, tout en favorisant le développement d'une recherche scientifique appliquée, en adéquation avec les priorités nationales de développement. Les inscriptions à ce programme seront entièrement effectuées en ligne, via la plateforme numérique PROGRES à partir d'octobre 2026.

ÉCOLE DE POLICE D'AÏN BENIAN DE LA FORMATION AU TERRAIN, 402 NOUVEAUX AGENTS PRÊTS À SERVIR

Sous la présidence du contrôleur général de police Moussa Belabbès, représentant le directeur général de la Sûreté nationale, l'école de police Mohamed-Ouahdah d'Aïn Benian (Alger) a abrité, dimanche dernier, la cérémonie de sortie de la 31^e promotion des agents de police. L'événement s'est déroulé en présence de cadres de la Direction générale de la Sûreté nationale (DGSN), de représentants des autorités civiles, militaires et judiciaires, ainsi que des familles des nouveaux diplômés, venues partager ce moment symbolique marquant l'aboutissement de leur formation. Cette 31^e promotion compte au total 402 agents de police, dont 121 affectés aux unités républicaines de sécurité de Naciria. Dans son allocution, le commissaire divisionnaire Ali Djebala, directeur de l'école de police, a souligné que les performances observées sur le terrain témoignent de l'importance et de la qualité de la formation dispensée aux nouvelles recrues. Cette exigence s'inscrit, a-t-il relevé, dans la vision stratégique de la DGSN, qui fait de la valorisation du capital humain l'un des fondements de son organisation et de



l'amélioration constante de ses capacités opérationnelles. Durant leur cursus de douze mois, les nouveaux agents ont bénéficié d'une formation complète combinant enseignements théoriques et apprentissages pratiques. Le programme a notamment accordé une place importante à la rigueur disciplinaire, aux techniques professionnelles et aux mises en situation opérationnelles, conçues au plus près des réalités du terrain. Ces exercices ont permis aux futurs agents de se préparer aux différentes missions qui leur seront confiées et de développer les réflexes nécessaires pour intervenir avec efficacité, professionnalisme et sang-froid. La formation a également mis l'accent sur le respect des principes de la loi, de l'éthique professionnelle et des droits de l'Homme, afin de préparer les nouveaux agents à exercer

leurs missions dans le respect des responsabilités qui leur incombent et des exigences liées à la fonction de policier. Ali Djebala a, par ailleurs, mis en avant l'apport des cadres retraités de la Sûreté nationale intervenant au sein de l'école. Leur contribution, fondée sur l'expérience acquise au cours de leur carrière, a permis d'enrichir les enseignements dispensés aux stagiaires et de leur transmettre une culture professionnelle directement nourrie par les réalités du métier. La cérémonie a débuté par l'inspection des troupes, suivie de la présentation du serment par les diplômés, marquant leur entrée officielle dans le corps de la Sûreté nationale. La transmission du drapeau a ensuite constitué l'un des moments forts de cette cérémonie, avant l'officialisation du nom de la promotion, baptisée en hommage au martyr du devoir

national, le brigadier de police Belfroum Ferhat. Un hommage particulier a été rendu à la famille du martyr, en reconnaissance de son sacrifice au service de la Nation. La cérémonie s'est poursuivie par la signature du Livre d'or de l'école, donnant à cet hommage une dimension à la fois solennelle et symbolique. La dernière partie de l'événement a été marquée par plusieurs démonstrations d'arts martiaux, de techniques d'intervention et de maîtrise des mouvements de foule. Ces exercices ont permis aux nouveaux agents de mettre en pratique une partie des compétences acquises durant leur formation, illustrant leur capacité de réaction, leur discipline et leur maîtrise face aux différentes situations susceptibles de se présenter sur le terrain. À travers cette nouvelle sortie de promotion, l'école de police Mohamed-Ouahdah poursuit sa mission de préparation des nouvelles générations d'agents de la Sûreté nationale avec une formation qui entend conjuguer compétence professionnelle, discipline, sens du devoir et respect des principes encadrant l'exercice de la fonction policière.

Zineb Bouzid

PRODUCTION DE RAISIN PLUS DE 3,3 MILLIONS DE QUINTAUX ATTENDUS À BOUMERDÈS

Une production prévisionnelle de plus de 3,3 millions de quintaux de raisin (toutes variétés confondues) est attendue dans la wilaya de Boumerdès, au titre de la campagne agricole 2025/2026, a-t-on appris dimanche dernier auprès de la Direction de wilaya des services agricoles (DSA). Les premiers indicateurs de la campagne de récolte, en cours, tablent sur un rendement entre 195 et 200 quintaux à l'hectare, a indiqué le directeur du secteur, Ahmed Abdelhafid Sibouker, en marge de la clôture du Salon national du raisin ouvert samedi dernier. Le même responsable a souligné que Boumerdès, 1^{re} wilaya productrice de raisin au niveau national, avec une part de plus de 53 % de la production nationale, au cours des trois dernières années, a enregistré cette saison une hausse de 7 % des superficies consacrées à la culture du raisin, soit près de 1.200 hectares supplémentaires. La superficie totale cultivée dépasse 21.000 hectares, dont près de 18.000 sont productifs. La récolte, lancée début juillet jusqu'à octobre prochain, concerne 11 variétés. La variété Sabel occupe la plus grande surface, avec plus de 10.000 hectares, soit près de 49% de la superficie globale. Elle est suivie par la Red Globe, avec près de 4.500 hectares, Cardinal avec 4.200 hectares et Dattier avec quelque 500 hectares. Le reste des superficies est réparti entre les autres variétés. La 2^e et dernière journée du Salon national du raisin a également vu la tenue d'une journée d'information sur la transformation agricole, ainsi que sur les mécanismes de soutien à l'exportation et à la compétitivité, animée par plusieurs opérateurs du secteur et suivie d'un débat ouvert. Organisée par le ministère du Commerce extérieur et de la Promotion des exportations, en coordination avec les différents services concernés de la wilaya, cette manifestation a réuni plus de 50 exposants et producteurs de raisin, ainsi que des représentants de plusieurs banques, de compagnies d'assurance, d'organismes de soutien et d'opérateurs du secteur de Boumerdès et d'autres wilayas.

SÉCURITÉ MARITIME

« EL MOUTASSADI » ENGAGÉ DANS L'EXERCICE « SEABORDER-26 »

Le commandant des Forces navales, le général-major Mahfoud Benmeddah, a supervisé, dimanche dernier, au quai nord de l'Amirauté à la Base navale d'Alger, la cérémonie d'inspection du patrouilleur de haute mer «El Moutassadi», avant son départ à Tripoli (Libye) afin de prendre part à l'exercice de la sécurité maritime conjoint «Seaborder-26» entre les marines des pays de l'initiative 5+5 Défense, a indiqué dimanche dernier un communiqué du ministère de la Défense

nationale. «Dans le cadre de l'exécution du programme des activités de coopération militaire de l'Armée nationale populaire (ANP), au titre de l'année 2026, le général-major Mahfoud Benmeddah, commandant des Forces navales, a supervisé, le 13 septembre 2026, au quai nord de l'Amirauté à la Base navale d'Alger/1^{re} Région Militaire, la cérémonie d'inspection du patrouilleur de haute mer «El Moutassadi», et ce, avant son départ pour prendre part à l'exercice de la

sécurité maritime conjoint «Seaborder-26» entre les marines des pays de l'initiative (5+5 Défense), prévu durant la période du 18 au 25 septembre 2026, au large de Tripoli, en Libye», précise la même source. «Cet exercice s'inscrit dans un contexte de coopération multilatérale et vise à développer l'interaction conjointe dans les domaines de la sécurité maritime entre les marines des pays de l'initiative 5+5 Défense», ajoute le communiqué du MDN.

R.N

QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

ALGER 16

N°RC : 16/00-0990467 B 15

Compte bancaire C P A (Agence Che-Guevara)
n° 00400102400023020255

Édité par
sarl BMA.com
au capital 100.000 DA

Directrice de Publication
Mohamed Bouiane Khadidja

Rédaction
M. B. Khadidja
Yacine O.
G. Salah Eddine
Lamia O.
Amine A.

Siège d'activité - ALGER 16
5, rue Sacré-Cœur, Alger-Centre
Tél. 020 10 23 68
Siège social sarl BMA.com
26, rue Mohamed-Layachi, Belouizid
05 51 39 08 78 / 07 95 66 79 53
email : alger16bma@gmail.com

Pour votre Publicité s'adresser à :
l'Entreprise Nationale
de communication, d'Édition
et de Publicité
Agence ANEP,
01, avenue Pasteur, Alger
Téléphone : 020 05 20 31/
020 05 10 42

Fax : 020 05 11 48/020 05 13 45
020 05 13 77
E-mail : agence.regie@anep.com.dz
programmation.regie@anep.com.dz
agence.oran@anep.com.dz
agence.annaba@anep.com.dz
agence.ouargla@anep.com.dz
agence.constantine@anep.com.dz

IMPRESSION
Société d'impression
d'Alger
SIA (Centre)

APRÈS LES INCENDIES, L'ÉLAN DE TOUTE UNE NATION DE L'URGENCE AU RETOUR À LA NORMALE

Les incendies qui avaient touché plusieurs régions du centre et de l'est du pays, à partir du 26 août, avaient constitué une épreuve particulièrement douloureuse pour les populations concernées.

Dans plusieurs localités, les flammes avaient causé d'importants dégâts, contraignant des familles à quitter temporairement leurs habitations et perturbant la vie quotidienne. Face à cette situation, l'État avait immédiatement engagé une vaste opération de secours, de prise en charge et de réhabilitation, tandis qu'un formidable élan de solidarité s'était exprimé à travers tout le pays.

DÈS LES PREMIÈRES HEURES

L'ampleur des incendies avait nécessité une mobilisation rapide et coordonnée des différents services de l'État. Sur instruction du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, tous les moyens nécessaires avaient été mobilisés afin de protéger les populations, secourir les personnes en difficulté et assurer la prise en charge des familles touchées.

Les services de la Protection civile, les unités de l'Armée nationale populaire (ANP), les forces de sécurité, les collectivités locales, ainsi que les différents secteurs concernés avaient été engagés sur le terrain. L'ANP avait notamment contribué aux opérations de secours et d'appui aux populations dans les zones affectées, en participant à la sécurisation des interventions et à l'acheminement des moyens nécessaires. Les opérations avaient porté sur l'évacuation et la mise en sécurité des populations exposées, l'intervention dans les zones sinistrées et l'accompagnement des familles contraintes de quitter leurs habitations. Cette mobilisation coordonnée avait permis de renforcer la capacité d'intervention face à l'ampleur des incendies et de répondre rapidement aux besoins des populations touchées.

Au-delà de la lutte contre les flammes, la priorité avait également été accordée à la satisfaction des besoins essentiels des populations déplacées. Des espaces d'accueil avaient été mobilisés, tandis que des aides alimentaires et matérielles avaient été acheminées vers les zones affectées.

Cette intervention d'urgence avait été accompagnée d'un travail d'évaluation destiné à recenser les dégâts et à identifier les besoins des familles sinistrées. Les équipes mobilisées avaient ainsi assuré, parallèlement aux opérations de secours, un suivi de proximité des populations concernées.

JIJEL, AU CŒUR DE LA PRISE EN CHARGE

Parmi les wilayas les plus durement affectées, Jijel avait concentré une im-



Le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, s'est rendu, le 29 août 2026, à l'hôpital des grands brûlés Dr Saïd-Chibane de Zéralda, pour s'enquérir de l'état de santé des blessés des derniers incendies.

portante partie des opérations de secours et de solidarité. Plusieurs localités avaient subi des dégâts et de nombreuses familles avaient été directement touchées par les incendies.

La réponse s'était progressivement élargie, passant de l'urgence à la prise en charge des conséquences du sinistre. Les opérations avaient notamment concerné la distribution de produits de première nécessité, de couvertures, de matelas, d'équipements et de denrées alimentaires, ainsi que l'accompagnement social et psychologique des familles.

Des caravanes de solidarité venues de différentes régions du pays avaient également rejoint les zones touchées. Le Croissant-Rouge algérien avait participé à cet effort à travers l'acheminement d'aides et la mobilisation de ses équipes, contribuant ainsi à renforcer le dispositif déployé au profit des sinistrés.

La prise en charge des enfants figurait également parmi les priorités. À Jijel, 3.500 cartables équipés de fournitures scolaires avaient été remis à la Direction de l'éducation, afin de permettre aux élèves issus des familles sinistrées d'aborder la rentrée dans les meilleures conditions possibles.

L'accompagnement psychologique avait, lui aussi, été intégré au dispositif, notamment pour les enfants et les familles ayant vécu cette période particulièrement éprouvante.

DE L'URGENCE AU RETOUR À LA NORMALE

Une fois la phase la plus aiguë passée, les efforts avaient progressivement

porté sur le rétablissement des conditions normales de vie. Les opérations de réhabilitation avaient concerné les réseaux et les infrastructures affectées, avec pour objectif de rétablir les services essentiels et de permettre aux populations de retrouver progressivement leur cadre de vie habituel.

La remise en état des établissements scolaires avait constitué un autre volet important de cette phase. Dans les zones touchées, les autorités locales et les services concernés avaient œuvré à l'évaluation des dommages et à la préparation des conditions nécessaires à la reprise de la scolarité. Cette étape revêtait une importance particulière pour les familles sinistrées. Le retour des enfants à l'école représentait, en effet, bien plus qu'un simple reprise des cours : il constituait un marqueur du retour progressif à une vie normale.

Dans les wilayas les plus affectées, notamment Jijel et Béjaïa, les opérations de réhabilitation avaient ainsi accompagné les efforts de prise en charge sociale, avec la volonté de rétablir progressivement les conditions de vie des populations.

UNE SOLIDARITÉ QUI AVAIT DÉPASSÉ LES ZONES SINISTRÉES

À côté de l'action des institutions, un vaste mouvement de solidarité populaire s'était développé à travers le pays.

Des citoyens, des associations, des organisations caritatives, des mosquées et différentes structures avaient

organisé des collectes et acheminé des aides vers les régions touchées. Denrées alimentaires, eau, couvertures, vêtements, produits d'hygiène et autres équipements avaient été rassemblés et transportés vers les familles dans le besoin.

Cet élan avait donné une dimension nationale à la réponse apportée aux incendies. Des convois de solidarité provenant de plusieurs wilayas avaient convergé vers les zones sinistrées, témoignant d'une forte mobilisation citoyenne.

Cette solidarité avait également permis de soutenir les efforts institutionnels sur le terrain, en apportant une aide complémentaire aux familles et en contribuant à répondre aux besoins apparus au lendemain des incendies.

UNE RECONSTRUCTION QUI S'INSCRIT DANS LA DURÉE

Près de trois semaines après le déclenchement des incendies, la situation avait progressivement évolué. Dans les zones les plus touchées, l'urgence avait laissé place aux opérations de réhabilitation, de réparation et d'accompagnement des familles.

Le défi consistait désormais à achever la remise en état des infrastructures endommagées, à poursuivre l'accompagnement des sinistrés et à permettre aux populations de retrouver durablement leurs conditions de vie habituelles.

L'épreuve avait été lourde pour les familles touchées. Mais elle avait également révélé une forte capacité de mobilisation collective. Face à la catastrophe, l'action des institutions avait été relayée par une solidarité populaire qui avait dépassé les limites des wilayas directement affectées.

De l'intervention dans l'urgence à la reconstruction, la réponse apportée aux incendies avait ainsi reposé sur un même objectif : protéger les populations, accompagner les sinistrés et rétablir progressivement une vie normale.

ALGER 16

**DES CITOYENS, ASSOCIATIONS
ET ORGANISATIONS CARITATIVES
DE DIFFÉRENTES RÉGIONS AVAIENT MULTIPLIÉ
LES INITIATIVES DE SOLIDARITÉ, FAISANT
DE L'ÉPREUVE UN MOMENT DE MOBILISATION
DE TOUTE LA NATION.**



VISITE DU PREMIER MINISTRE SIFI GHRIEB À BAMAKO

ALGÉRIE-MALI : LE RETOUR DU DIALOGUE

OUVRE UNE NOUVELLE PAGE

Après une longue période de tensions, Alger et Bamako renouent avec le dialogue politique et s'engagent sur la voie de la normalisation. La visite officielle du Premier ministre Sifi Ghrieb à Bamako, hier, intervient dans un contexte marqué par la volonté des deux pays de rétablir une relation fondée sur le bon voisinage, le respect mutuel et la défense de leurs intérêts communs. Une nouvelle étape qui revêt également une importance particulière pour la stabilité du Sahel.

Le déplacement du Premier ministre Sifi Ghrieb à Bamako, à l'invitation de son homologue malien Abdoulaye Maïga, constitue un nouveau jalon dans le processus de rapprochement engagé entre les deux pays. Le chef du gouvernement algérien sera porteur d'un message du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, au président de la Transition malienne, le général d'armée Assimi Goïta. Il aura également une séance de travail avec son homologue malien, après avoir été reçu par le chef de l'État malien.

Cette visite intervient quelques semaines après le déplacement d'Abdoulaye Maïga à Alger, le 24 août dernier. La succession de ces deux visites au plus haut niveau traduit la volonté des deux capitales de donner une dimension politique et institutionnelle au processus de rapprochement et de rétablir des mécanismes réguliers de concertation.

Elle intervient surtout après le rétablissement, en 2026, de plusieurs instruments essentiels de la relation bilatérale, notamment le retour des ambassadeurs et la réouverture de l'espace aérien entre les deux pays. Ces mesures ont constitué les premiers signes concrets d'une sortie de crise après une période de fortes tensions.

La portée de ce rapprochement dépasse, cependant, le seul cadre bilatéral. Elle renvoie à une histoire ancienne, faite de solidarité, de proximité géographique et de coopération, mais aussi au rôle particulier joué par l'Algérie dans la recherche de solutions aux crises qui ont secoué le Mali et, plus largement, l'espace sahélo-saharien.

UNE LONGUE TRADITION DE SOLIDARITÉ ET DE MÉDIATION

Les relations entre l'Algérie et le Mali sont profondément ancrées dans l'histoire des deux peuples. La lutte anticoloniale et les premières années des indépendances avaient contribué à créer des liens particuliers entre Alger et Bamako. La proximité géographique, matérialisée par une longue frontière commune, a ensuite renforcé cette relation.

Depuis l'indépendance du Mali, l'Algérie s'est régulièrement impliquée dans les efforts visant à préserver la stabilité de son voisin. Cette implication s'est notamment traduite par plusieurs médiations dans les crises ayant affecté le nord du Mali. L'accord de cessation des hostilités signé à Tamanrasset, en 1991, le Pacte national de 1992, puis l'accord d'Alger de 2006 illustrent cette continuité de la diplomatie algérienne.

Cette tradition de médiation devait connaître une nouvelle étape avec le processus d'Alger lancé après la crise de 2012-2013. Sous la conduite de la médiation internationale dirigée par l'Algérie, les négociations entre le gouvernement malien et les mouvements du Nord ont abouti à l'Accord pour la paix et la réconciliation au Mali, signé en 2015. Pour Alger, cette démarche reposait sur des principes constants : préserver l'unité et l'intégrité territoriale du Mali, respecter sa souveraineté et favoriser une solution politique durable. L'Al-



Ph. Archives

gérie défendait ainsi une approche privilégiant le dialogue et la réconciliation plutôt qu'une réponse exclusivement sécuritaire.

L'Accord d'Alger avait consacré le rôle de l'Algérie comme acteur central de la médiation malienne. Pendant plusieurs années, ce cadre a constitué une référence importante dans les efforts visant à instaurer une paix durable au Mali. Mais l'évolution de la situation politique et sécuritaire malienne, notamment après les changements intervenus à Bamako, a progressivement fragilisé ce processus. La décision des autorités maliennes de mettre fin à l'Accord d'Alger, en janvier 2024, a constitué un tournant majeur dans les relations entre les deux pays.

DE LA CRISE AU RETOUR DU DIALOGUE

La rupture de l'Accord d'Alger a été suivie d'une dégradation progressive des relations. Les divergences entre Alger et Bamako se sont accentuées autour de la question du Nord malien, du rôle de la médiation algérienne et de la lecture des évolutions sécuritaires dans la région.

La crise a atteint un niveau inédit, en avril 2025, après l'incident lié à un drone malien près de la frontière. Alger avait affirmé que l'appareil avait violé son espace aérien, tandis que Bamako avait contesté cette version. La confrontation diplomatique qui s'en est suivie avait profondément affecté les relations entre les deux voisins.

Pour autant, la proximité géographique et les intérêts communs rendaient difficilement envisageable une rupture durable. Avec une frontière de plus de 1.300 kilomètres, l'Algérie et le Mali demeurent directement liés par des enjeux de sécurité, de circulation, de développement, de commerce et de stabilité régionale.

Le processus de normalisation, engagé en 2026, apparaît ainsi comme la reconnaissance d'une réalité straté-

gique : aucune relation durable entre deux pays voisins ne peut être construite dans la rupture permanente.

Le retour des ambassadeurs et la réouverture de l'espace aérien ont constitué les premiers actes de cette nouvelle séquence. La visite d'Abdoulaye Maïga à Alger, suivie de celle de Sifi Ghrieb à Bamako, vient désormais donner une dimension politique plus forte à ce rapprochement.

Pour l'Algérie, ce retour au dialogue s'inscrit également dans une vision plus large de son rôle au Sahel. Face à la multiplication des crises sécuritaires, aux menaces terroristes, aux trafics transfrontaliers et aux fragilités économiques, Alger continue de défendre la nécessité de solutions régionales fondées sur le dialogue, la coopération entre États et le respect de leur souveraineté. Cette approche prend une importance particulière alors que le Sahel connaît une profonde recomposition géopolitique. Le Mali, le Niger et le Burkina Faso ont renforcé leur coordination au sein de l'Alliance des États du Sahel, tandis que leurs relations avec plusieurs partenaires traditionnels ont été profondément redéfinies.

Dans ce nouvel environnement, l'Algérie entend maintenir son rôle de puissance voisine et d'acteur diplomatique capable de dialoguer avec les différentes parties. Le Mali occupe, à cet égard, une position particulière. Sa situation géographique en fait un acteur central de l'espace sahélien et un voisin stratégique pour l'Algérie. La stabilité de son territoire est directement liée à la sécurité des régions méridionales algériennes et à la maîtrise des flux transfrontaliers.

La reprise du dialogue entre Alger et Bamako peut donc ouvrir la voie à une coopération plus étroite dans plusieurs domaines : sécurité des frontières, échanges commerciaux, transports, énergie, infrastructures, développement des régions frontalières, mais également coopération culturelle et humaine. Il ne s'agit pas pour autant de considé-

rer que toutes les divergences ont disparu. Le retour des relations diplomatiques constitue davantage un point de départ qu'un aboutissement. La confiance devra être reconstruite progressivement, à travers des contacts réguliers et des actions concrètes.

La visite de Sifi Ghrieb intervient précisément dans cette logique. Elle donne aux deux gouvernements l'occasion de transformer le rapprochement diplomatique en une dynamique durable de coopération. Elle constitue aussi un message politique : malgré les crises et les divergences, la proximité historique et géographique entre les deux pays impose de préserver les canaux du dialogue.

Pour Alger, renouer avec Bamako signifie également réaffirmer une constante de sa diplomatie : privilégier la concertation, défendre la souveraineté des États et rechercher des solutions politiques aux crises régionales.

Pour Bamako, la reprise des échanges avec un voisin aussi important ouvre également de nouvelles possibilités de coopération et de dialogue.

Ainsi, après plusieurs années marquées par la médiation, la coopération, puis une crise diplomatique particulièrement aiguë, l'Algérie et le Mali semblent désormais avoir choisi de revenir au langage de la diplomatie.

La visite du Premier ministre Sifi Ghrieb pourrait ainsi constituer le point de départ d'une nouvelle phase des relations algéro-maliennes. Une phase où le passé ne sera pas oublié, mais où les intérêts communs, le bon voisinage et la stabilité du Sahel pourraient reprendre le dessus.

Dans une région confrontée à de multiples défis, le retour du dialogue entre Alger et Bamako dépasse donc la seule relation bilatérale. Il constitue un signal en faveur de la concertation régionale et rappelle que, dans le Sahel, la stabilité passe aussi par la capacité des États voisins à maintenir ouverts les canaux de communication.

G. Salah Eddine

VISITE DU PREMIER MINISTRE SIFI GHRIEB À BAMAKO

L'ALGÉRIE RÉAFFIRME SA VOLONTÉ DE RELANCER LA COOPÉRATION INSTITUTIONNELLE

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a souligné, hier, lors de sa visite de travail à Bamako, la pleine volonté d'Alger de réactiver les mécanismes de coopération institutionnelle, conformément aux exigences actuelles.

Dans une allocution prononcée lors des discussions ayant réuni les membres des délégations des deux pays, le Premier ministre a assuré que cette visite d'amitié au Mali, effectuée sur instruction du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, constituait une nouvelle étape dans le parcours des relations historiques unissant les deux pays. M. Ghrieb a expliqué que cette visite s'inscrivait dans le prolongement de celle effectuée en août dernier en Algérie par le Premier ministre, chef du gouvernement de la République du Mali, M. Abdoulaye Maïga. C'est, selon lui, son voyage du jour qui constitue l'échange de visites de haut niveau entre les deux parties traduisant "la volonté politique ancrée et les décisions judicieuses" du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, et de son frère, le général d'armée Assimi Goïta, président de la Transition, chef de l'Etat du Mali, visant à "relancer et à renforcer les relations algéro-maliennes".

Le Premier ministre a transmis, à cet égard, les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, ainsi que "ses vœux sincères pour davantage de croissance et de prospérité dans un cadre de sécurité et de stabilité pour le Mali". Ces relations historiques trouvent leurs racines dans « l'aube de l'histoire », selon le ministre. Ces relations se sont renforcées, a estimé le ministre, "au cœur de notre lutte commune pour l'indépendance,



se sont enracinées après le recouvrement de la souveraineté nationale ». Et depuis, ces relations « sont demeurées fondées sur les principes de fraternité, de solidarité et de bon voisinage », a-t-il martelé. Il a assuré sa pleine conviction que "les traditions de coopération ancrées entre l'Algérie et le Mali constituent un socle solide pour bâtir des partenariats futurs dans les domaines d'intérêt commun, au niveau bilatéral, tout en allant de l'avant dans les grands projets d'intégration régionale" à l'image de la Route transsaharienne et de la Dorsale transsaharienne à fibre optique. Le ministre a indiqué, à cette occasion, que cette réunion constituait une véritable opportunité de mener des « consultations approfondies sur les différents axes de la coopération

bilatérale, partager les vues sur les défis communs auxquels est confrontée notre région, examiner les moyens d'unifier nos efforts conjoints pour y faire face ensemble et explorer de nouveaux domaines susceptibles d'enrichir notre coopération au bénéfice mutuel de nos deux peuples frères", a déclaré M. Ghrieb. " Cette rencontre vise à déterminer les secteurs prioritaires et à tracer les contours d'une feuille de route commune nous permettant d'œuvrer de concert pour atteindre nos objectifs partagés et nous préparer aux prochaines échéances, avec à leur tête la visite de Son Excellence le Président, le Général d'armée Assimi Goïta, en Algérie", a ajouté le Premier ministre. Dans le volet institutionnel, M. Ghrieb a assuré « la pleine disponibilité de l'Algérie à entamer

la réactivation des mécanismes de coopération institutionnelle, à leur tête la Grande Commission mixte de coopération, dont la tenue offrira l'occasion d'actualiser et de renforcer le cadre juridique régissant nos relations bilatérales, conformément aux exigences de la nouvelle étape ».

Le Premier ministre a conclu en relevant que l'Algérie aspirait à "cristalliser une vision commune sur les dossiers d'importance pour l'Algérie et le Mali".

Cette vision pourrait être soumise aux dirigeants des deux pays lors de la visite programmée du président Assimi Goïta en Algérie, tout en consolidant les efforts conjoints vers "un avantage de sécurité, de stabilité, de développement et de prospérité dans l'espace régional et continental". Au-delà de la portée symbolique de cette visite, Alger entend inscrire la relation avec Bamako dans une dynamique plus régulière et structurée, fondée sur le dialogue, la concertation et la consolidation des mécanismes bilatéraux. La prochaine visite du président Assimi Goïta en Algérie pourrait, dans ce cadre, constituer une nouvelle étape pour traduire cette volonté politique en engagements concrets et donner un nouvel élan à une coopération appelée à s'étendre aux différents domaines d'intérêt commun.

G.Salah Eddine

LE PREMIER MINISTRE REÇU À BAMAKO PAR LE PRÉSIDENT MALIEN

Le Premier ministre, M. Sifi Ghrieb, a été reçu, hier à Bamako, par le président de la Transition, Chef de l'Etat du Mali, le Général d'Armée Assimi Goïta, dans le cadre de la visite d'amitié qu'il effectue au Mali. A cette occasion, M. Sifi Ghrieb a transmis les salutations du président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, à son frère le Président Assimi Goïta, lui faisant part de "l'attention particulière qu'il attache au renforcement des liens de fraternité et de bon voisinage entre les deux pays et à la promotion de la sécurité et de la stabilité dans la région". De son

côté, le Président Assimi Goïta a fait part de sa "grande estime" pour le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, soulignant sa "volonté sincère de poursuivre l'action commune en vue de porter les relations de coopération entre l'Algérie et le Mali aux plus hauts niveaux". Il s'est en outre félicité de l'invitation qu'il a reçue du président de la République à effectuer une visite en Algérie, précisant qu'elle marquera "une étape charnière dans la consolidation de la nouvelle dynamique que connaissent les relations entre les deux pays".

UNE VISITE AUX ENJEUX SÉCURITAIRES ET STRATÉGIQUES

La visite officielle effectuée, hier au Mali, par le Premier ministre, Sifi Ghrieb, n'a rien d'une simple étape diplomatique. Symbolique par le contexte dans lequel elle intervient, elle revêt également une dimension stratégique avec plusieurs dossiers majeurs au menu, dont certains touchent directement à la sécurité et à l'intégrité territoriale des deux pays. Invité par son homologue malien, le Premier ministre a été porteur d'une lettre du président de la République, Abdelmadjid Tebboune, destinée au président de la transition malienne, le général Assimi Goïta. Il a également été chargé de lui transmettre une invitation renouvelée à effectuer une visite officielle en Algérie, signe de la volonté des deux pays de maintenir un dialogue direct au plus haut niveau. Au-delà des dossiers économiques, dont plusieurs ont déjà fait l'objet de discussions préliminaires entre les responsables des deux gouvernements, notamment lors de la dernière visite d'Abdoulaye Maïga à Alger, cette nouvelle étape est intervenue dans un contexte régional particulièrement tendu. Les développements récents autour des relations entre l'Algérie et les Émirats arabes unis, ainsi que leurs

répercussions dans le Sahel, ont donné à cette visite une portée politique et sécuritaire particulière. Pour Alger, les questions liées à l'ingérence étrangère, à la déstabilisation de la région et aux tentatives d'influence sur les équilibres du Sahel ont constitué des préoccupations majeures. Le Mali, confronté depuis plusieurs années à une situation sécuritaire complexe et à la menace terroriste, s'est retrouvé directement concerné par ces évolutions. Dans ce contexte, les discussions ont notamment porté sur le renforcement de la coopération militaire et sécuritaire entre les deux pays. La surveillance des frontières, le partage du renseignement, la formation des cadres militaires ou encore l'organisation d'exercices conjoints ont ainsi pu être évoqués comme des pistes d'approfondissement de cette coopération, avec l'objectif de mieux répondre aux menaces qui ont pesé sur l'espace sahélo-saharien. Le message porté récemment par Alger à partir de l'aéroport de Niamey, à proximité de la base 101, a également pris une résonance particulière dans le contexte de la visite. L'Algérie a ainsi réaffirmé qu'elle ne permettrait pas qu'une force étrangère intervienne dans sa profondeur

stratégique ou porte atteinte à sa sécurité nationale sans réaction de sa part. Mais la relation entre Alger et Bamako ne s'est pas résumée au seul volet sécuritaire. Les autres membres de la délégation conduite par Sifi Ghrieb ont examiné avec leurs homologues maliens plusieurs dossiers économiques, notamment dans les secteurs de l'énergie, de l'industrie et de l'agriculture. La coopération a également porté sur les domaines socio-culturels, avec une attention particulière accordée à l'enseignement supérieur et à la formation professionnelle. Sur ce terrain, l'Algérie a réaffirmé son soutien aux étudiants maliens, notamment à travers les bourses universitaires, dont le président Abdelmadjid Tebboune avait annoncé le maintien, ainsi que l'augmentation du nombre. Ainsi, entre impératifs sécuritaires, coopération économique et liens humains, la visite de Sifi Ghrieb à Bamako a constitué une nouvelle étape dans le rapprochement entre les deux pays. Dans un Sahel traversé par de profondes recompositions, Alger et Bamako ont affiché leur volonté de préserver un dialogue direct et de renforcer les mécanismes leur permettant de défendre leurs intérêts communs.

G.S.E.

ALGÉRIE-UA

ALGER ENGAGÉ POUR LA PAIX EN AFRIQUE

Le ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, Ahmed Attaf, a reçu hier à Alger une délégation du Conseil de paix et de sécurité (CPS) de l'Union africaine, conduite par l'ambassadeur de la République du Bénin, dont le pays assure la présidence du Conseil pour le mois de septembre, a indiqué un communiqué.

Cette visite intervient dans le cadre de la 10^e édition du Mois de l'amnistie en Afrique, organisée les 14 et 15 septembre en Algérie sous le thème "Promouvoir l'initiative. Faire taire les armes et renforcer la paix durable grâce au partage d'expériences en matière de contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'actions de déminage".

À cette occasion, Ahmed Attaf a salué la présence de la délégation du CPS, réaffirmant l'attachement constant de l'Algérie à poursuivre sa contribution active aux efforts continentaux visant à consolider la paix, la sécurité et la stabilité en Afrique.

Le chef de la diplomatie algérienne a, dans ce cadre, insisté sur la nécessité de renforcer les mécanismes de l'Union africaine dédiés à la prévention et au règlement des conflits et des crises. Il a notamment plaidé pour



une approche globale et anticipative s'attaquant aux causes profondes des crises, tout en favorisant l'émergence de solutions africaines aux problèmes africains.

Ahmed Attaf a également mis en garde contre les interventions étrangères susceptibles d'aggraver les situations de crise et de contribuer à l'armement des parties en conflit, réaffirmant ainsi l'importance d'une approche fondée sur la responsabilité collective des pays africains dans la préservation de la paix et de la sécurité du continent.

LUTTER CONTRE LA PROLIFÉRATION DES ARMES

De son côté, l'ambassadeur du Bénin en Éthiopie et représentant permanent auprès de l'Union

africaine, Hervé Dadjedji Djokpe, a exprimé, au nom des membres du CPS, sa « profonde gratitude » à l'Algérie pour avoir accueilli cette importante manifestation continentale. Le diplomate béninois a souligné la portée de cette initiative, qui vise notamment à consolider les valeurs de tolérance et de coexistence pacifique en Afrique, à travers l'encouragement à la remise volontaire des armes détenues illégalement et la promotion du dialogue et de la réconciliation comme alternatives à la violence. La question de la circulation illicite des armes légères et de petit calibre constitue, en effet, un enjeu majeur pour la stabilité du continent, notamment dans les régions confrontées aux conflits armés, à l'instabilité et à la montée

des groupes criminels et terroristes. Dans ce contexte, le contrôle des armes et le renforcement des mécanismes de prévention apparaissent comme des leviers essentiels pour soutenir les efforts de pacification engagés par l'Union africaine.

La rencontre a également permis de mettre en avant l'importance des opérations de déminage, notamment pour éliminer les mines héritées de la période coloniale, qui continuent de représenter une menace pour les populations et de freiner le développement de plusieurs régions du continent.

En clôture de la rencontre, Ahmed Attaf a souhaité aux membres de la délégation un agréable séjour en Algérie, tout en formant le vœu de voir les travaux de cette 10^e édition aboutir à des résultats concrets, notamment en matière de réduction de la prolifération des armes et d'intensification des efforts visant à débarrasser définitivement l'Afrique des mines héritées de la période coloniale. Au-delà des échanges tenus à Alger, cette 10^e édition du Mois de l'amnistie en Afrique rappelle l'importance d'une mobilisation collective pour faire reculer la circulation illicite des armes et les menaces qui en découlent. Pour l'Algérie, l'enjeu demeure également de renforcer une approche africaine de la paix, fondée sur la prévention des conflits, le règlement pacifique des crises et la préservation durable de la stabilité du continent.

G. Salah Eddine

MOIS D'AMNISTIE EN AFRIQUE LE CONTINENT RÉUNI POUR LA 10^e ÉDITION À ALGER

Les travaux de la 10^e édition du Mois d'amnistie en Afrique ont débuté hier à Alger, en vue d'examiner les moyens d'endiguer la prolifération illicite des armes légères et de petit calibre et de faire face aux menaces que représentent les mines et les moteurs

explosifs sur le continent africain. Le secrétaire d'État auprès du ministre des Affaires étrangères, chargé de la Communauté nationale à l'étranger, Sofiane Chaib, a ouvert les travaux de cette édition, qui a duré deux jours, à l'hôtel El Aurassi, par une allocution de bienvenue dans laquelle il a souligné l'importance de cette étape continentale dans la promotion de la culture de paix et de sécurité, avant de donner le coup d'envoi officiel du Mois d'amnistie en Afrique 2026. À cette occasion, M. Chaib a rappelé l'engagement indéfectible de l'Algérie à défendre les causes continentales justes et son attachement au principe des "solutions africaines aux problèmes africains", en accord avec l'Agenda 2063 de l'Union africaine (UA) et des aspirations des peuples



du continent à l'avantage de progrès et de prospérité.

Cette manifestation, organisée pour la première fois en Afrique du Nord, est placée sous le thème "Promouvoir l'initiative. Faire taire les armes et

renforcer la paix durable grâce au partage d'expériences en matière de contrôle des armes légères et de petit calibre (ALPC) et d'actions de déminage", et ce, dans le cadre de l'initiative de l'UA pour faire taire les armes et des efforts en faveur de la consolidation de la paix, de la sécurité et de la stabilité sur le continent africain.

Le choix de l'Algérie pour abriter cette édition reflète l'importance de son expérience dans l'élimination des mines héritées de la période coloniale et de son expertise dans la lutte contre le crime organisé et les actes terroristes. Cette initiative encourage la restitution des armes détenues illégalement, tout en promouvant les valeurs de dialogue, de réconciliation, de tolérance et de coexistence pacifique.

AFIN DE CONSOLIDER LA COOPÉRATION MÉDIATIQUE LE MINISTRE DE LA COMMUNICATION REÇOIT L'AMBASSADEUR DE LA RÉPUBLIQUE DU YÉMEN

Le ministre de la Communication, M. Mohamed Bouslimani, a reçu lundi dernier l'ambassadeur de la République du Yémen en Algérie, Mohammed Ali Alaoui El Yazidi, dans le cadre du renforcement des relations de coopération dans le domaine des médias entre les deux pays, indique un communiqué du ministère.

Cette rencontre a été l'occasion d'examiner l'état et les perspectives de la coopération dans le domaine de l'information et de la communication, ainsi que les moyens de développer le partenariat et d'échanger les expertises et les expériences, au service des intérêts communs et en faveur de la consolidation des relations bilatérales", selon la même source. Les deux partis ont également abordé un certain nombre de questions d'intérêt commun, soulignant l'importance du rôle de l'information et de la communication dans le renforcement du rapprochement entre les peuples et la promotion des atouts culturels et historiques des deux pays, ainsi que dans le soutien aux efforts visant à promouvoir la coopération bilatérale dans divers domaines".

Au terme de la rencontre, les deux parties ont réaffirmé "leur souci de poursuivre la coordination et la concertation, de manière à contribuer au renforcement des relations existantes entre l'Algérie et le Yémen et à les hisser à des niveaux plus supérieurs".

RENTÉE SCOLAIRE 2026-2027

LE DISPOSITIF SANITAIRE RENFORCÉ POUR ACCOMPAGNER LES ÉLÈVES

À l'approche de la rentrée scolaire 2026-2027, le ministère de la Santé a réaffirmé, hier dans un communiqué, son engagement à accompagner les élèves et l'ensemble de la communauté éducative avec pour objectif de garantir une rentrée sûre et saine.

Cette échéance a fait l'objet d'une préparation «anticipée et coordonnée», menée en collaboration avec le secteur de l'éducation nationale et les différents secteurs et organismes concernés. Cette démarche repose sur une approche «fondée sur la prévention, la vigilance sanitaire et la rapidité d'intervention au niveau des structures de santé scolaire», explique le ministère. Dans ce cadre, une attention particulière est accordée au renforcement des activités de santé scolaire. Le ministère a notamment mis en avant «l'importance particulière» accordée au «dépistage et au suivi médical des élèves, la prévention des maladies



infectieuses et la promotion de comportements sains». Le dispositif vise à agir en amont à travers le suivi régulier de la santé des élèves, tout en permettant une intervention rapide en cas de besoin. Le ministère précise à ce titre que «le dispositif sanitaire repose également sur une vigilance renforcée et une capacité d'intervention précoce, en cas de survenue d'une situation sanitaire nécessitant une prise en

charge en milieu scolaire, dans le cadre d'une approche préventive et responsable». Cette organisation entend renforcer le rôle des structures de santé scolaire dans l'accompagnement des élèves tout au long de leur parcours. Dans cette perspective, la santé scolaire constitue «un pilier essentiel de la prévention et de la promotion de la santé». Elle contribue à «protéger les élèves et à leur offrir un

environnement scolaire favorable à leur développement, leur bien-être et leur réussite», ajoute la même source.

Au-delà de la rentrée, le ministère entend inscrire ces actions dans un suivi continu durant toute l'année scolaire. La prévention, le dépistage et la sensibilisation devront s'inscrire dans une démarche permanente, en coordination avec les établissements scolaires et les différents acteurs concernés. Enfin, le ministère a réitéré son engagement à poursuivre sa mobilisation tout au long de l'année scolaire, en étroite coordination avec les différentes parties concernées, soulignant qu'«une rentrée scolaire réussie est avant tout une rentrée préparée, protégée et accompagnée». Ainsi, au-delà de la seule prise en charge des éventuelles situations sanitaires, le dispositif mis en place entend inscrire la prévention au cœur de la vie scolaire, afin que la protection de la santé des élèves accompagne durablement leur parcours éducatif et contribue à créer les conditions nécessaires à leur épanouissement et à leur réussite.

Zineb Bouzid

LA 4^e ÉDITION DU SALON LEMSID OUVRE SES PORTES À LA SAFEX

À l'approche de la nouvelle année scolaire, le Palais des expositions de la SAFEX d'Alger accueille, depuis hier, la quatrième édition du Salon LEMSID, dédié à la rentrée scolaire. Destiné aux familles, aux élèves, ainsi qu'aux professionnels du secteur de l'éducation, l'événement se poursuivra jusqu'au 26 septembre, sous l'égide du ministère du Commerce et de la Promotion des exportations. Organisé dans le cadre des préparatifs de la rentrée scolaire, ce rendez-vous rassemble différents acteurs intervenant dans l'univers éducatif et propose aux visiteurs une offre diversifiée destinée à répondre aux besoins des élèves et des établissements. Pendant onze jours, les visiteurs pourront découvrir une large gamme de fournitures scolaires, de manuels, de ressources pédagogiques, d'équipements éducatifs, de mobilier scolaire et d'articles de papeterie. Le Salon propose également plusieurs services liés à l'éducation et au soutien scolaire, permettant aux familles de retrouver en un même lieu une

partie des produits et solutions nécessaires à la préparation de la rentrée. LEMSID réunit également des établissements d'enseignement, des instituts de langues, des centres de soutien scolaire, ainsi que des organismes spécialisés dans les activités éducatives et extrascolaires. Cette diversité d'exposants permet de mettre en relation les familles avec différents acteurs du secteur et de présenter une offre allant au-delà des seules fournitures scolaires. Conçu comme un espace de rencontre et d'échange, le Salon offre aux familles l'occasion de comparer les différentes offres disponibles et de découvrir de nouveaux produits et services proposés à l'occasion de la rentrée. Il constitue également une vitrine pour les professionnels souhaitant présenter leurs solutions et innovations dans le domaine éducatif. Au-delà de son aspect commercial, cette quatrième édition entend favoriser les échanges entre les spécialistes, les établissements d'enseignement et les visiteurs, notamment



autour des nouvelles approches pédagogiques et des solutions susceptibles d'accompagner les élèves tout au long de leur parcours scolaire. À travers cette nouvelle édition, LEMSID confirme ainsi sa vocation de plateforme réunissant les différents acteurs liés à l'éducation et au secteur scolaire. Le Salon entend contribuer à créer un espace propice aux échanges, à la découverte de nouvelles solutions et à la préparation de la rentrée dans les meilleures conditions.

Abir Menasria



SOLIDARITÉ AVEC LES ÉLÈVES SINISTRÉS PLUS DE 3.500 CARTABLES AVEC FOURNITURES DISTRIBUÉS

Le secteur de la solidarité nationale a procédé à la remise de 3.500 cartables avec fournitures scolaires au profit des élèves sinistrés par les derniers incendies dans la wilaya de Jijel, en prévision de la rentrée scolaire, a indiqué dimanche dernier un communiqué du ministère de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme. «Dans le cadre de la poursuite des opérations de solidarité et de prise en charge des familles touchées par les incendies dans la wilaya de

Jijel, et en application des instructions de la ministre de la Solidarité nationale, de la Famille et de la Condition de la femme, Mme Soraya Mouloudji, le secteur de la solidarité nationale, à travers la Direction de l'action sociale et de la solidarité (DASS), a procédé à la remise de 3.500 cartables équipés de différentes fournitures scolaires à la Direction de l'éducation de Jijel, en vue de les distribuer aux élèves concernés, en prévision de la rentrée scolaire et pour garantir le retour des élèves aux bancs de

l'école dans de bonnes conditions», a précisé le communiqué. Cette initiative s'inscrit, selon la même source, dans le cadre du programme de prise en charge des sinistrés des incendies, qui «associe soutien matériel et accompagnement psychologique, afin de répondre aux différents besoins des familles, notamment ceux des enfants». Les cellules de proximité de solidarité œuvrent à «assurer des séances d'aide psychologique aux enfants afin qu'ils puissent

surmonter les effets du traumatisme, retrouver sécurité et sérénité et pour les préparer psychologiquement au retour à l'école et à la reprise de leurs études dans des conditions stables». Les services du secteur poursuivent également l'accompagnement des familles touchées à travers la distribution d'aides en nature, de produits de première nécessité et de différentes aides de solidarité, en fonction des besoins recensés, conclut le communiqué. **R.N**

ALGÉRIE-BANGLADESH LE GAZ ALGÉRIEN OUVRE UNE NOUVELLE FENÊTRE SUR L'ASIE

Le gaz algérien pourrait-il se faire une nouvelle place en Asie du Sud ? Les discussions engagées entre Alger et Dacca ouvrent en tout cas cette perspective. Le ministre d'État, ministre des Hydrocarbures, Mohamed Arkab, a échangé jeudi dernier par visioconférence avec le ministre bangladais de l'Énergie et des Ressources minérales, Iqbal Hassan Mahmood, autour des mécanismes d'approvisionnement du Bangladesh en gaz naturel liquéfié (GNL), a indiqué un communiqué du ministère des Hydrocarbures.

Dernière cette rencontre se dessine un enjeu simple mais stratégique : pour le Bangladesh, sécuriser davantage son approvisionnement énergétique en diversifiant ses fournisseurs ; pour l'Algérie, explorer de nouveaux débouchés pour son gaz et renforcer sa présence sur un marché asiatique particulièrement important. La rencontre s'est tenue en présence du PDG de Sonatrach, Nour Eddine Daoudi, et de l'ambassadeur du Bangladesh en Algérie. Plusieurs acteurs majeurs du secteur énergétique bangladais ont également pris part aux échanges, notamment Petrobangla, Bangladesh Petroleum Corporation et Rupantarita Prakitik Gas Company Limited. Une



représentation qui montre que les discussions ont dépassé le simple cadre diplomatique pour entrer directement dans celui des opérateurs et des mécanismes commerciaux.

La partie bangladaise a clairement exprimé son intérêt pour la conclusion de contrats d'achat de GNL auprès de l'Algérie. Pour un pays qui cherche à diversifier ses sources d'approvisionnement, l'offre algérienne apparaît comme une piste supplémentaire pour sécuriser ses besoins énergétiques. Pour Sonatrach, l'intérêt est également évident. Le groupe dispose d'une longue expérience dans la production, la liquéfaction et la commercialisation du gaz naturel liquéfié, et cette ouverture pourrait lui permettre de consolider davantage sa présence sur les marchés asiatiques. Le GNL offre, en effet, une souplesse particulière puisqu'il permet d'acheminer le gaz vers des marchés éloignés des infrastructures de transport par gazoduc. Les discussions ont ainsi porté sur les mécanismes concrets qui pourraient encadrer un futur approvisionnement du Bangladesh en GNL algérien. À ce stade,

aucun contrat définitif n'a été annoncé, mais l'expression de cet intérêt constitue déjà un signal positif pour le développement de cette coopération énergétique.

UNE COOPÉRATION BIEN AU-DELÀ DU GAZ

Les deux parties n'ont d'ailleurs pas limité leurs échanges au seul GNL. Plusieurs possibilités de partenariat entre Sonatrach et les entreprises bangladaises ont été examinées dans le GPL et les produits pétroliers. Le développement des infrastructures nécessaires à ces échanges, notamment les capacités de réception et de stockage, a également figuré parmi les sujets abordés. Cette approche pourrait permettre de construire une relation énergétique plus large, fondée non seulement sur la vente de produits, mais aussi sur la coopération entre opérateurs et le développement des infrastructures. C'est précisément ce passage d'une relation commerciale ponctuelle à une coopération plus structurée qui pourrait donner davantage de portée aux discussions engagées entre

Alger et Dacca.

Pour donner un prolongement concret à ces échanges, les deux ministres ont convenu de mettre en place un groupe de travail conjoint. Celui-ci sera chargé de suivre les différents dossiers et de préparer la conclusion d'accords entre les deux parties. Une manière de maintenir le dossier ouvert et surtout de transformer l'intérêt exprimé par le Bangladesh en projets réalisables.

SONATRACH ÉLARGIT SES INVESTISSEMENTS

Cette ouverture vers le Bangladesh intervient alors que Sonatrach multiplie les contacts et les partenariats à l'international. Le groupe cherche ainsi à renforcer ses positions sur différents marchés, à diversifier ses débouchés et à développer de nouvelles formes de coopération avec des opérateurs étrangers. L'enjeu dépasse donc la seule perspective d'un éventuel contrat de GNL. Pour l'Algérie, l'intérêt réside aussi dans la capacité à faire de Sonatrach un interlocuteur énergétique davantage présent sur les marchés internationaux, notamment en Asie. Pour le Bangladesh, l'ouverture vers l'Algérie représente une source supplémentaire d'approvisionnement dans une équation énergétique où la diversification des fournisseurs constitue un enjeu majeur. La rencontre de jeudi dernier pourrait ainsi être le point de départ d'une nouvelle passerelle énergétique entre l'Afrique du Nord et l'Asie du Sud. Si les prochaines discussions permettent de concrétiser les pistes évoquées, le GNL algérien pourrait progressivement gagner un nouveau marché, tandis que Sonatrach poursuivrait son offensive pour élargir son empreinte au-delà de ses marchés traditionnels.

G. Salah Eddine

TRAVAUX PUBLICS ACCÉLÉRATION DES TRAVAUX SUR LE RÉSEAU AUTOROUTIER

Le ministre des Travaux publics et des Infrastructures de base, Abdelkader Djellaoui, a exigé dimanche dernier une intensification des interventions sur le terrain et une nette accélération des chantiers d'entretien des autoroutes et de réhabilitation des ouvrages d'art, tout en maintenant un suivi rigoureux des projets de développement du réseau routier national, a indiqué un communiqué. Ces consignes ont été formulées lors d'une réunion de coordination présidée par le ministre, consacrée à l'évaluation du programme d'entretien et d'extension du réseau autoroutier, ainsi qu'à l'état d'avancement des différents chantiers en cours. Tenue au siège du ministère, la réunion a rassemblé des cadres centraux, le directeur général de l'Algérienne des autoroutes (ADA), accompagné de ses directeurs régionaux et de projets, ainsi que les directeurs des travaux publics des wilayas de Bouira, Sétif, Tizi-Ouzou, Mila, Jijel, Médéa, Aïn Defla et Béjaïa. La rencontre a permis de dresser un bilan des opérations d'entretien du réseau autoroutier, notamment de l'axe Est-Ouest, de faire le point sur les tronçons identifiés comme points noirs et d'examiner l'avancement des travaux de traitement des glissements de terrain et de réparation des joints de dilatation des ponts. Les participants ont également suivi l'évolution du programme de développement des autoroutes et de leurs pénétrantes. Concernant la maintenance du réseau autoroutier et de l'axe Est-Ouest, un bilan exhaustif des chantiers d'entretien périodique réalisés jusqu'au 1er septembre 2026 a été présenté. Les interventions ont notamment porté sur la refonte des chaussées dégradées, le remplacement des joints de dilatation, la maintenance des ouvrages d'art, la pose de nouvelles glissières métalliques, ainsi que la modernisation de la signalisation et des

dispositifs de sécurité. Le traitement des points noirs a également été au centre des discussions, notamment dans les wilayas de Bordj Bou Arreridj, Bouira, Mila, Constantine et Skikda. Les participants ont, par ailleurs, examiné les dispositions prises pour lancer l'entretien des portions de l'autoroute Est-Ouest situées à Annaba et Guelma, avec un accent particulier sur la nécessité d'accélérer les interventions et de résorber les zones identifiées. Les travaux de réparation des joints de dilatation des ponts ont également fait l'objet d'un suivi, notamment dans les wilayas de Boumerdes, Bordj Bou Arreridj, Blida, Bouira, Aïn Defla, Alger et Constantine. La réunion a aussi permis d'évaluer l'état d'avancement du programme de développement des infrastructures autoroutières en cours. Dans ce cadre, le ministre a insisté sur l'impératif de mobiliser l'ensemble des moyens disponibles pour accélérer les chantiers et renforcer les opérations de maintenance. Il a également souligné la nécessité d'intensifier les efforts consacrés à la sécurité et à la pérennité des ouvrages d'art, tout en appelant à un suivi strict des opérations et à une coordination étroite entre les différents services concernés. Au terme de la réunion, Abdelkader Djellaoui a ordonné d'intensifier les interventions sur le terrain, d'accélérer les opérations de maintenance, de traiter les glissements de terrain, de réhabiliter les ouvrages d'art et de renforcer les équipements de sécurité. Il a aussi insisté sur le suivi rigoureux des projets de développement du réseau autoroutier et de ses pénétrantes, avec pour objectif de préserver la durabilité des infrastructures, d'améliorer la qualité du service et de garantir davantage de sécurité aux usagers sur l'ensemble des axes concernés.

Zineb Bouzid

ALGÉRIE-ALLEMAGNE NOUVELLE LIAISON DIRECTE ENTRE ALGER ET BERLIN

Une nouvelle passerelle aérienne s'ouvre entre l'Algérie et l'Allemagne. Air Algérie a annoncé dans un communiqué la mise en service, à compter d'hier, d'une nouvelle liaison directe entre Alger et Berlin à raison d'une fréquence hebdomadaire. Cette nouvelle desserte intervient après que le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a promis à la diaspora algérienne en Allemagne, qu'il avait rencontrée à Berlin, lors de sa visite officielle, il y a quelques semaines, l'ouverture de cette nouvelle ligne. Cette desserte vient renforcer la présence de la compagnie nationale sur le marché allemand, jusqu'ici assuré notamment à travers ses quatre fréquences hebdomadaires vers Francfort. Avec l'ouverture de la ligne Alger-Berlin, Air Algérie porte ainsi à cinq le nombre de dessertes assurées chaque semaine entre l'Algérie et l'Allemagne. Au-delà de l'ajout d'une nouvelle destination à son réseau, cette liaison vise à faciliter davantage les déplacements entre les deux pays, aussi bien pour les voyageurs que pour la communauté nationale établie en Allemagne. Elle doit également accompagner l'intensification des échanges et des relations entre Alger et Berlin. Le choix de Berlin vient également répondre à une demande de mobilité entre les deux capitales et offre une nouvelle possibilité de liaison directe aux voyageurs algériens se rendant en Allemagne. Pour Air Algérie, cette desserte va contribuer à diversifier son offre sur le marché allemand et à améliorer la connectivité de son réseau européen. Elle intervient également dans un contexte de rapprochement entre l'Algérie et l'Allemagne, marqué par une multiplication des échanges dans plusieurs domaines. La nouvelle liaison présente, par ailleurs, un intérêt particulier pour la communauté nationale établie en Allemagne, qui dispose désormais d'une connexion directe supplémentaire avec le pays après la ligne historique Alger-Frankfurt qui opère depuis plusieurs décennies. Avec Alger-Berlin, la compagnie ajoute donc une nouvelle liaison à son dispositif en Allemagne, tout en renforçant la connexion aérienne entre les deux pays. Après Francfort, désormais Berlin, l'Allemagne occupe ainsi une place plus importante dans le réseau européen d'Air Algérie.

G.S.E.

ASSOCIATIONS DE JEUNESSE LA FORMATION AU CŒUR DU NOUVEAU PROGRAMME MINISTÉRIEL

Le ministère de la Jeunesse a lancé, hier, un programme national de formation et de renforcement des capacités au profit des associations partenaires du secteur à travers les différentes wilayas du pays. Cette initiative vise à accompagner le mouvement associatif, à développer ses compétences et à lui permettre de jouer un rôle plus efficace au service des jeunes et de la société, a indiqué un communiqué du ministère.

Le programme intervient « en concrétisation du plan d'action du ministère au titre de l'année 2026, notamment dans son volet relatif à la promotion de la performance des associations partenaires et au renforcement de leurs capacités organisationnelles et de gestion ». Dans ce cadre, le dispositif prévoit des « sessions de formation spécialisées, encadrées par des experts dans le domaine et orientées sur cinq thèmes principaux, en l'occurrence la gouvernance et la gestion des associations, l'élaboration et la gestion des projets



associatifs, l'administration et la gestion des opérations de bénévolat, la numérisation et la communication associative, ainsi que le financement, la mobilisation des ressources et le développement de partenariats », précise le communiqué. À travers ces formations, le ministère entend notamment renforcer les compétences des responsables et membres des associations partenaires, en leur fournissant des outils adaptés à la gestion de leurs activités et à la mise en œuvre de leurs projets. L'objectif est également de consolider leur contribution aux

différentes initiatives destinées à la jeunesse et de donner davantage d'efficacité à l'action associative sur le terrain. Cette démarche intervient dans un contexte où les associations sont appelées à jouer un rôle croissant dans l'animation de la vie locale, l'accompagnement des jeunes et la mise en œuvre d'initiatives à caractère social, éducatif, culturel et citoyen. Le renforcement de leurs capacités organisationnelles doit leur permettre de mieux structurer leurs projets et de répondre de manière plus efficace aux besoins des jeunes. Le ministère aspire ainsi « à

accompagner le mouvement associatif partenaire et à promouvoir ses capacités afin de renforcer sa contribution à l'application des programmes et initiatives destinés aux jeunes et à la promotion de l'action associative et de bénévolat ». Par ailleurs, les associations partenaires souhaitant prendre part à ce programme sont invitées « à se rapprocher des directions de la jeunesse à travers les différentes wilayas du pays pour s'inscrire et s'enquérir du programme des sessions de formation et des rendez-vous de leur organisation, ainsi que des modalités de participation », précise le communiqué. À travers cette démarche, le secteur de la jeunesse entend faire du renforcement des compétences associatives un levier supplémentaire pour structurer l'action de proximité et favoriser une participation plus active des associations dans l'accompagnement des jeunes. Le programme devrait contribuer à consolider le partenariat entre les structures du secteur et le mouvement associatif, en mettant davantage l'accent sur la compétence, l'organisation et l'efficacité des actions menées sur le terrain.

Zineb Bouzid

PRÉGABALINE UNE RIPOSTE MONDIALE S'IMPOSE

L'Algérie a plaidé en faveur d'un renforcement de l'encadrement international de certaines substances non réglementées, notamment la Prégabaline. Cette position a été exprimée à l'issue des travaux de la 33e Réunion des dirigeants des services nationaux chargés de l'application des lois sur les drogues en Afrique (HONLEA-Afrique), tenue à Vienne (Autriche), selon un communiqué publié mardi dernier par l'Office national de lutte contre la drogue et la toxicomanie (ONLCDT). S'exprimant au nom de l'Algérie, le directeur général de l'ONLCDT, Tarek Kour, a appelé à inscrire la question du trafic illicite et de l'usage non médical de la Prégabaline à l'ordre du jour de la prochaine réunion des chefs des services nationaux de lutte contre la drogue en Afrique (HONLEA-Afrique). Cette proposition intervient alors que l'usage détourné de cette substance prend une ampleur croissante dans plusieurs pays, dont l'Algérie. Son absence de classification en tant que substance contrôlée au niveau international constitue, selon la même source, un facteur favorisant le détournement de son usage thérapeutique et faisant peser des risques importants sur les individus et la société. Face à cette évolution, l'Algérie souhaite renforcer

la coopération entre les pays africains, notamment à travers le partage des connaissances et des compétences, ainsi que l'échange d'informations sur les itinéraires du trafic illicite de la Prégabaline et les différentes formes de détournement de son utilisation. La démarche vise également à mobiliser les pays africains autour d'une réponse commune, capable de déboucher sur une stratégie collective de lutte contre ce phénomène. L'objectif est, à terme, de dégager des recommandations et des actions concrètes aux niveaux national, régional et international, afin de mieux faire face à l'évolution de ces nouveaux modes de trafic et de consommation. Cette initiative s'inscrit dans la volonté de l'Algérie de renforcer la dimension collective de la lutte contre les substances psychotropes. Elle réaffirme, à cette occasion, son engagement à poursuivre ses « efforts de lutte contre le trafic illicite de substances psychotropes et à renforcer l'action africaine conjointe pour relever les nouveaux défis dans ce domaine ». À l'issue des travaux, l'ambassadeur Rachid Bladehane, représentant permanent de l'Algérie auprès de l'Office des Nations unies et des autres organisations internationales à Vienne, a reçu la délégation algérienne ayant participé à cette



session. La réunion de HONLEA-Afrique a, par ailleurs, permis aux participants d'échanger sur les moyens de renforcer la coopération et le dialogue autour des problématiques liées à la lutte contre les drogues et les substances psychotropes. Les discussions ont également porté sur les perspectives de soutien aux initiatives engagées par l'Algérie dans l'objectif de renforcer l'action collective et d'intensifier la coordination internationale face aux nouveaux défis dans ce domaine.

Abir Menasria

TRAFFIC DE STUPÉFIANTS UN RÉSEAU DÉMANTELÉ ET 15 KG DE KIF SAISIS À TLEMCEM

Les services de la Sûreté de wilaya de Tlemcen ont saisi 15 kg de kif traité provenant du Maroc et procédé à l'arrestation de trois individus, a indiqué lundi dernier un communiqué de la cellule de communication de ce corps de sécurité. Selon la même source,

cette opération a été menée par les éléments de la Brigade de recherche et d'intervention (BRI) de la Sûreté de wilaya de Tlemcen à la suite de patrouilles pédestres effectuées dans les zones frontalières ouest du pays. Ces patrouilles ont permis l'arrestation

de deux individus et la découverte d'un colis contenant 900 grammes de kif traité. L'enquête menée avec les deux individus arrêtés a permis d'identifier un troisième suspect, qui activait au sein du même réseau criminel. Ce dernier a été interpellé et la perquisition de son domicile a

permis de découvrir 14 kg et 100 grammes de kif traité, précise le communiqué. Un dossier judiciaire a été établi à l'encontre des trois individus, qui ont été présentés devant les instances judiciaires compétentes, ajoute la même source.

R.N

www.alger16.dz
Alger16 le quotidien

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

SPORTS
SANTÉ
RÉGIONS
CULTURE
PUBLICITÉ

SCAN ME

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CHIAN-2022
**QUE LA FÊTE SOIT BELLE,
QUE LA FÊTE COMMENCE !**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

LE PRÉSIDENT TEBBOUNE
A INAUGURÉ L'HÔPITAL
SPÉCIALISÉ MÈRE
ET ENFANT DE L'ARMÉE

**LA VOIE EMPRUNTÉE
PAR NOS HÉROS
VERS LA VICTOIRE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DEMAIN À L'ANP
**LA FIERTÉ
DE L'ALGÉRIE**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

CE 21 SEPTEMBRE
"CARTABLES OUVERTS, ESPRIT EN ÉVEIL"
C'EST LA RENTRÉE !

L'ALGÉRIE FAIT TREMBLER LE CONSEIL DE SÉCURITÉ
EN DÉNONÇANT UN GÉNOCIDE

**« PARDONNE-NOUS,
GHAZA »**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

« LA PAIX
PAR LE
RESPECT
MUTUEL »

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

**LES ALGÉRIENS ÉTAIENT
AU RENDEZ-VOUS**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

DES RÉPONSES
ATTENDUES
AVANT FIN JUILLET

UN DÉMARRAGE EN FORCE POUR 2023

**L'ÉCONOMIE ALGÉRIENNE
DÉPASSE LES PRÉVISIONS**

ALGER16
LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC

TOUJOURS PRÉSENT POUR VOUS



Constantine

« LA VILLE DES PONTS SUSPENDUS »

Constantine (Qacentina, en arabe algérien Ksentina) est une commune du nord-est de l'Algérie, chef-lieu de la wilaya de Constantine.

Constantine, l'une des plus anciennes cités du monde, est une ville importante dans l'histoire méditerranéenne. Anciennement Cirta, capitale de la Numidie de 300 av. J.-C à 46 av. J.-C, elle passe sous domination romaine par la suite. C'est à l'empereur Constantin Ier qu'elle doit son nom actuel depuis 313.

Constantine est également surnommée la « ville des ponts suspendus », « ville du vieux rocher », « ville des oulémas », aussi « ville des aigles » ou bien « ville du malouf », variante constantinoise de la musique arabo-andalouse. Elle est considérée comme la capitale de l'est du pays.

En 2015, la ville de Constantine est capitale arabe de la culture, deuxième ville d'Algérie à être choisie pour organiser cet événement après Alger, en 2007.

Bâtie sur un éperon rocheux spectaculaire entaillé par les gorges profondes du Rhummel, l'Antique Cirta, capitale de la Numidie, impressionne par sa majesté, son architecture vertigineuse et son héritage arabo-andalou raffiné. C'est la capitale culturelle incontournable de l'Est algérien.



Trois incontournables

1 TRADITION & CULTURE

La musique malouf : Véritable âme de Constantine, le malouf est un précieux héritage de la musique arabo-andalouse. Porté par le son du violon, du luth (oud) et du kanoun, ce répertoire poétique raffiné rythme les fêtes, les mariages et les soirées de la ville.

La gandoura de velours (qatifa) et la broderie au majboud : Symbole du luxe citadin, la tenue traditionnelle féminine de Constantine est confectionnée dans un velours sombre (souvent pourpre, vert ou noir) et entièrement brodée à la main au fil d'or (majboud ou telli) avec des motifs floraux.



2 PATRIMOINE HISTORIQUE

Le palais Ahmed-Bey :

C'est un chef-d'œuvre de l'architecture arabo-ottomane du XIX^e siècle, érigé entre 1826 et 1835 par le dernier bey de la ville, Hadj Ahmed Bey. Dernier joyau de l'époque ottomane en Algérie, cet ensemble majestueux s'étend sur plus de 5.600 m² autour de cours intérieures verdoyantes, de jardins suspendus ornés de palmiers et de coursives bordées d'arcades. Les galeries du palais sont célèbres pour leurs fresques peintes d'une grande valeur historique, retraçant les voyages d'Ahmed Bey en Orient et ses campagnes militaires, ainsi que pour leurs faïences polychromes, leurs marbres sculptés et leurs boiseries ciselées. Il est aujourd'hui transformé en Musée national public des arts et expressions culturelles traditionnelles.



3 SAVEURS LOCALES



La Djouzia :

L'emblématique confiserie artisanale de la ville, préparée à base de miel pur de montagne, de blanc d'œuf monté en neige et de noix concassées. Sa texture fondante et sa saveur boisée en font le cadeau incontournable ramené par les visiteurs.

Découverte de la semaine



Le pont Sidi M'Cid

Appelé aussi le pont suspendu, il est le plus impressionnant des ponts. Inauguré le 19 avril 1912, long de 160 m, il s'élève à 175 m au-dessus des eaux de l'ouet Rhumel. Véritable signature architecturale de Constantine, les ponts suspendus franchissent avec une audace spectaculaire le ravin vertigineux des gorges du Rhummel, taillé à plus de cent mètres de profondeur. Érigés pour relier les rochers escarpés de la vieille cité à la ville moderne, ces ouvrages d'art d'exception — à l'instar du célèbre pont Sidi M'Cid ou de la passerelle Perregaux — offrent aux promeneurs des sensations fortes et une vue panoramique inégalée sur l'abîme et les montagnes environnantes. Entre prouesse d'ingénierie et symbole poétique du lien, ces géants de fer et de pierre façonnent l'identité unique de Constantine et lui valent son surnom emblématique de « ville des ponts suspendus ».

Mon carnet d'adresses



OÙ DORMIR ?

- Ibis Constantine
- Dortoir 25 Constantine
- Hostel Le Rhumel



OÙ MANGER ?

- Kaadat Zmen
- Restaurant Igherssan
- TinBox



À VISITER

- Mosquée Emir-Abdelkader
- Pont El Kantara
- Musée Cirta
- Pont des chutes



COMMENT Y ALLER ?

- **En voiture :** Accessible par l'autoroute Est-Ouest (A1) depuis Alger (~390 km, environ 4h30 de trajet).
- **En train/Autobus :** Liaisons quotidiennes en train (SNTF) et par autobus grand tourisme depuis la gare du Caroubier vers la gare routière de Constantine.
- **En avion :** Desservie par l'aéroport international Mohamed-Boudiaf.



BON À SAVOIR :

Privilégiez la marche à pied dans le centre historique en vous munissant de bonnes chaussures de marche, car la ville est réputée pour ses dénivelés. Ne partez pas sans ramener une boîte de Djouzias aux noix et au miel de montagne.



Prochain rendez-vous

CAP SUR SOUK-AHRAS



Voyager,
c'est découvrir
l'âme
de l'Algérie...



www.alger16.dz



Alger16, Le quotidien du Grand Public

ALGER16

LE QUOTIDIEN DU GRAND PUBLIC



CANCER DE L'ESTOMAC

5 SIGNES D'ALERTE À NE PAS IGNORER

■ Le cancer de l'estomac commence généralement dans les cellules glandulaires de la paroi interne de l'organe. Bien que les symptômes soient nombreux, ils peuvent souvent être confondus avec d'autres maladies. Découvrez comment les reconnaître.

CANCER DE L'ESTOMAC : DE QUOI S'AGIT-IL ?

Le cancer de l'estomac, aussi appelé cancer gastrique, prend naissance dans les cellules de l'estomac. La tumeur cancéreuse est un groupe de cellules cancéreuses peut envahir les tissus voisins et les détruire. La tumeur peut se propager, ce qu'on appelle les métastases, à d'autres parties du corps. Les cellules de l'estomac peuvent également subir ces changements, rendant leur mode de croissance ou leur comportement anormal. Ces changements peuvent entraîner la formation de tumeurs bénignes, c'est-à-dire non cancéreuses. Les changements peuvent aussi causer un état précancéreux. C'est-à-dire que les cellules anormales ne sont pas cancéreuses mais risquent de le devenir si elles ne sont pas traitées. La plupart du temps, le cancer de l'estomac débute dans les cellules des glandes qui tapissent l'intérieur de l'organe. Ce cancer est appelé «

adénocarcinome ». Il représente la majorité des cas de cancer de l'estomac.

SYMPTÔME N°1

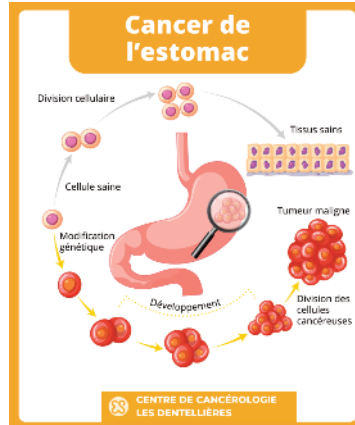
Des douleurs ou une gêne persistante dans la partie supérieure de l'abdomen peuvent constituer l'un des signes du cancer de l'estomac. Elles peuvent parfois être accompagnées d'une sensation de brûlure, de pesanteur ou d'inconfort après les repas. Ce type de douleur est toutefois très fréquent dans de nombreuses affections digestives et ne permet pas, à lui seul, de conclure à la présence d'un cancer. C'est surtout lorsque les douleurs deviennent récurrentes, inhabituelles ou s'accompagnent d'autres symptômes qu'un avis médical est recommandé.

SYMPTÔME N°2

Des troubles digestifs persistants, notamment des nausées ou des vomissements répétés, peuvent également être observés. Ces manifestations peuvent avoir de multiples causes, allant d'une infection digestive à une affection de l'estomac ou de l'œsophage. Lorsqu'elles se prolongent sans explication évidente, deviennent fréquentes ou s'accompagnent d'une perte de poids ou d'une diminution importante de l'appétit, elles nécessitent une consultation médicale.

SYMPTÔME N°3

Une diminution inhabituelle de l'appétit peut également constituer un signal d'alerte. Elle peut progressivement entraîner une perte de poids involontaire. Un amaigrissement sans changement volontaire des habitudes alimentaires ou de l'activité physique doit toujours être pris au sérieux, particulièrement lorsqu'il est associé à une fatigue persistante. Cette fatigue peut notamment être liée à une anémie ou à l'état général provoqué par la maladie. Là encore,



ces symptômes ne sont pas spécifiques du cancer de l'estomac et peuvent être associés à de nombreuses autres pathologies.

SYMPTÔME N°4

Une difficulté persistante ou récemment apparue à avaler les aliments, appelée dysphagie, constitue un autre signe qui doit conduire à consulter. La personne peut avoir l'impression que les aliments passent difficilement ou restent bloqués. Cette gêne peut concerner principalement les aliments solides et, dans certaines situations, également les liquides. Une difficulté à avaler qui s'installe ou s'aggrave ne doit pas être considérée comme un simple désagrément. Elle nécessite un bilan médical afin d'en rechercher la cause.

SYMPTÔME N°5

Une anémie peut également être associée à un cancer de l'estomac. Elle correspond à une diminution du nombre de globules rouges ou du taux d'hémoglobine dans le sang. Elle peut se traduire par une fatigue inhabituelle, une faiblesse, une pâleur ou un essoufflement lors d'efforts. Dans certains cas, elle peut être liée à des saignements digestifs qui ne sont pas nécessairement visibles à l'œil nu. Une anémie persistante, notamment lorsqu'elle reste inexpiquée, doit donc faire l'objet d'un bilan médical afin d'en déterminer l'origine. Toutefois, ces symptômes ne sont pas spécifiques à cette maladie. Si vous remarquez ces signes, il est nécessaire d'aller consulter son médecin traitant. Il pourra en déterminer l'origine.

NUMÉROS UTILES

URGENCES ET SÉCURITÉ

SAMU
021.67.16.16/
67.00.88

CHU MUSTAPHA
021.23.55.55

CHU BEN AKNOUN
021.91.21.63

CHU BENI MESSOUS
021.93.11.90

CHU BAINEM
021.81.61.13

CHU KOUBA
021.58.90.14

AMBULANCES
021.60.66.66

DÉPANNAGE GAZ
021.68.44.00

DÉPANNAGE ÉLECTRICITÉ
021.68.55.00

SERVICE DES EAUX
021.58.32.32/
58.37.37

PROTECTION CIVILE
021.61.00.17

SÛRETÉ DE WILAYA
021.63.80.62

GENDARMERIE
021.62.11.99/
62.12.99

NUMÉROS UTILES

AÉROPORT HOUARI-BOUMEDIENE
021.54.15.15

AIR ALGÉRIE (RÉSERVATION)
021.28.11.12

Air France
021.73.27.20/
73.16.10

ENMTV
021.42.33.11/12

SNTF
021.76.83.65/
73.83.67

SNTR
021.54.60.00/
54.05.04

Hôtel Sheraton
021.37.77.77

Hôtel Mercure
021.24.59.70/85

Hôtel El-Djazaïr
021.23.09.33/37

Hôtel El-Aurassi
021.74.82.52

Hôtel Hilton
021.21.96.96

Hôtel Sofitel
021.68.52.10/17

Pour vos petites annonces: **UN SEUL JOURNAL**

Les petites annonces
sont à **150 DA** seulement

Anniversaires, félicitations...
à **300 DA** seulement

ALGER 16

alger16.dz@gmail.com
5, rue du Sacré-Coeur, Alger

020 10 23 68

ATHLÉTISME - ULTIMATE CHAMPIONSHIP 2026

SEDJATI FRAPPE FORT À BUDAPEST ET RÉGNE SUR LE 800 M

Le coureur de demi-fond algérien Djamel Sedjati a admirablement fait sensation, dimanche en début de soirée à Budapest, en Hongrie, en remportant la course finale du 800 m messieurs de la première édition de l'Ultimate Championship.

Quel bel exploit de Djamel Sedjati ! Notre athlète a une nouvelle fois hissé haut l'athlétisme national, sur la scène mondiale, en décrochant, cette fois, le titre suprême du 800 mètres lors du prestigieux World Athletics Ultimate Championship, abrité par la capitale hongroise, Budapest. Djamel Sedjati a réalisé une performance exceptionnelle en finissant sa course avec un chrono de 1 min 41 sec 91. L'international algérien, auteur d'un finish spectaculaire, a devancé la crème mondiale de sa discipline dont le champion du monde 2023, le Canadien Marco Arop (2e en 1:42.28), le champion du monde 2025 et olympique 2024, le Kenyan Emmanuel Wanyonyi (3e en 1:42.44) et l'Américain Brandon Miller qui n'a pu finir que 4e avec 1:42.54. Auparavant, lors de la demi-finale où il fut aligné, samedi dernier, l'athlète algérien s'était qualifié pour



cette finale dans une position plutôt discrète, à la quatrième place, avec un chrono de 1:44.23. Djamel Sedjati était alors précédé par l'Irlandais Mark English qui avait remporté la course avec 1:43.74, l'Italien Francesco Pernici second avec 1:43.80 et le Canadien Marco Arop troisième avec un chrono de 1:44.21. Dans l'autre demi-finale, le champion olympique et du monde en titre, le Kenyan Emmanuel Wanyonyi, avait également franchi la ligne d'arrivée à la quatrième position, en se contentant d'un chrono de 1:44.43. Le double champion kenyan était précédé par le prodige américain Brandon Miller qui avait lui fini la course avec 1:43.86, le Français Yanis Meziane

avec 1:44.07 et le Belge Eliott Crestan qui avait réalisé 1:44.09. Dimanche dernier, Djamel Sedjati a appuyé sur le champignon dans les 100 derniers mètres et a pu dépasser un à un ces plus grands favoris de la course, renversant dans la foulée le Kenyan, champion en titre, Emmanuel Wanyonyi, avec lequel il a livré une bataille acharnée tout le long de cette saison. Médaille de bronze aux Jeux olympiques de Paris-2024 et vice-champion du monde à Tokyo-2025, Djamel Sedjati aura donc fini par arracher le témoin au Kenyan et s'adjuger ce titre suprême de champion du monde à l'occasion de l'Ultimate Championship de Budapest, où était du reste réunie l'élite de l'athlétisme

mondial. Djamel Sedjati trône désormais sur la discipline du 800 mètres. Une autre consécration pour l'athlète algérien, de légende cette fois, après avoir offert, il y a à peine quelques jours, à l'Algérie, la médaille d'or de cette discipline aux derniers Jeux méditerranéens de Tarente, en Italie.

**«JE DÉDIE CETTE
CONSCÉCRATION À TOUT
LE PEUPLE ALGÉRIEN
À SA TÊTE LE PRÉSIDENT
DE LA RÉPUBLIQUE»**

Juste après la cérémonie de remise du trophée, Djamel Sedjati, dans une déclaration postée à travers les réseaux, n'a pas manqué de partager sa joie avec ses admirateurs et avec le peuple algérien de manière particulière. «Dieu merci, aujourd'hui, j'ai pu gagner le titre mondial de l'Ultimate Championship qui a eu lieu ici à Budapest pour la première fois. Je dédie cette consécration à tout le peuple algérien à leur tête le président de la République. Cette distinction n'a pas été facile à atteindre, c'est le fruit de beaucoup de sacrifices. Et je remercie en particulier mon coach avec qui j'ai tout partagé pour arriver à ce titre. One, Two, Three, viva l'Algérie et gloire à nos martyrs», a commenté le champion du monde algérien.

Djaffar Chilah

LES FÉLICITATIONS DU CHEF DE L'ÉTAT : «Le lion de l'Algérie triomphe... Mes chaleureuses félicitations à toi»

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a félicité dimanche dernier l'athlète Djamel Sedjati, après avoir décroché la médaille d'or à la course du 800 m de l'Ultimate Championship 2026, disputée à Budapest (Hongrie). "Le lion de l'Algérie triomphe... Mes chaleureuses félicitations à toi, Djamel Sedjati, pour ton

brillant exploit et ton sacre en décrochant la médaille d'or à la course du 800 m de l'Ultimate Championship. Tu as honoré l'Algérie et ses athlètes... Bonne continuation dans ton parcours", a écrit le président de la République sur son compte officiel sur les réseaux sociaux.

R. S



Le général d'armée Saïd Chanegriha félicite le champion

Le général d'armée Saïd Chanegriha, ministre délégué auprès du ministre de la Défense nationale, chef d'état-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a félicité dimanche dernier l'athlète Djamel Sedjati pour avoir remporté la médaille d'or du 800 m à l'Ultimate Championship 2026, selon un communiqué du ministère de la Défense nationale (MDN). "Nous sommes tous fiers et honorés par cet

exploit exceptionnel. Félicitations à toi, Djamel Sedjati, pour cette médaille d'or, et félicitations à l'Algérie pour cette consécration honorable. Des années de détermination, de travail et de persévérance t'ont conduit sur la plus haute marche du podium. Que vous demeuriez toujours un symbole d'excellence et de réussite", a précisé le communiqué.

Le demi-fondiste félicité par le Parlement

Le président du Conseil de la Nation, M. Azouz Nasri, et la présidente de l'Assemblée populaire nationale (APN), Mme Khalida Boufedech, ont félicité dimanche dernier l'athlète algérien Djamel Sedjati, après sa médaille d'or remportée sur le 800 m de l'Ultimate Championship 2026, disputé à Budapest (Hongrie). Dans un message publié sur son compte officiel sur les réseaux sociaux, M. Nasri a adressé ses félicitations au champion algérien, soulignant que cette nouvelle consécration confirmait, une fois de plus, la présence de l'emblème national au plus haut niveau de la scène internationale et venait enrichir le palmarès de l'Algérie. De son côté, Mme Boufedech a félicité le médaillé d'or du 800 m hommes, qualifiant Djamel Sedjati de «fierté de la nation» et lui souhaitant davantage de succès à l'avenir.

LIGUE DES CHAMPIONS (1^{er} TOUR PRÉLIMINAIRE)

LA JS SAOURA PRÉMATURÉMENT ÉLIMINÉE

Le second représentant algérien en Ligue des champions d'Afrique, la JS Saoura, ne fera finalement pas long feu dans la compétition. A peine entamée, la voilà déjà éjectée de la course dès le premier tour.

La JS Saoura avait pourtant toutes ses chances d'au moins passer ce cap inaugural du premier tour préliminaire face à un adversaire des plus modestes de plus, le Horaya Conakry de Guinée. En effet, après une victoire (1 - 0) au match aller joué le week-end dernier, au stade Miloud-Hadefi d'Oran, les sudistes ont fait le déplacement à Conakry avec la ferme intention de revenir avec la qualification. Mais voilà que le jour du match retour, tout a été de travers pour le représentant algérien qui

essuiera une défaite absurde (3 - 1), concédée de manière loufoque. Dans un stade pourtant quasiment sifflant, les trois quarts des gradins vides, ça a commencé avec cette bourde cocasse du gardien Salhi qui a offert un penalty jamais imaginé à l'adversaire dès la 17^e minute de jeu. Yakhoubba Gnagna Barry ne loupera pas l'occasion pour remettre son équipe dans la course en transformant la sentence. Quelque peu affectés par cette entame décevante, les joueurs de la JS Saoura finiront par se reprendre, revenir dans le match et même égaliser à la 58' de jeu grâce à un joli but de la tête de Lyes Haddouch. Les Algériens tenaient alors à nouveau leur qualification en main. Mais la fin de la partie sera tout simplement hallucinante pour la JS Saoura qui concèdera un 2^e but à la 90', puis un 3^e qui leur a été fatal dans le temps additionnel à la 90+6'.

D. C.



FUTSAL

Double confrontation contre l'Égypte au programme des Verts

La sélection nationale de futsal jouera deux rencontres amicales contre son homologue égyptienne, les 20 et 22 septembre prochains, a annoncé la FAF. Cette double opposition prévue lors du prochain stage, projeté à l'ouest du pays, entre dans le cadre de la préparation de la sélection dirigée par Noureddine Benamrouche, pour la phase finale de la Coupe d'Afrique des Nations CAN 2026. Le premier match est programmé 17 heures à la salle du Centre technique régional de Tlemcen où la sélection sera en regroupement, alors que le second est prévu à 19 heures à la salle omnisports du complexe olympique Miloud-Hadefi d'Oran, précise-t-on. Lors de son dernier regroupement effectué toujours à Tlemcen, en août dernier, la sélection algérienne avait joué et perdu deux matchs amicaux (3 - 4) à Tlemcen et (1 - 3) à Oran, contre l'Arabie saoudite. Ces deux nouvelles confrontations amicales face à l'Égypte constituent une étape importante pour améliorer la préparation de la sélection nationale et surtout jauger ses capacités, en vue de la phase finale de la CAN de futsal 2026, prévue du 12 au 21 octobre prochain. Pour rappel, la sélection algérienne de futsal s'est qualifiée pour la première fois de son histoire à une phase finale de la CAN en dominant la Guinée en aller et retour, en février dernier (0 - 4) à Conakry puis (7 - 1) à Oran.



D. C.

SUPERCOUPE DES JEUNES (MATCH ALLER)

L'O Akbou prend option chez les U20, le CRB chez les U15

Les deux premiers matchs aller des Supercoups d'Algérie des catégories jeunes 2026 ont été joués le week-end passé. Dans la catégorie des U20, l'Olympique Akbou qui recevait l'ES Sétif, au stade des Martyrs d'Akbou, jeudi dernier en fin d'après-midi, a pris le dessus sur son invité du jour par la plus petite des marges (1 - 0). Le but de la rencontre a été inscrit par Bourouina Abderahmane dès la 6' de jeu. L'avance risque d'être insuffisante pour l'O Akbou, mais ça reste une option de prise avant le match retour qui aura lieu le 1^{er} novembre prochain à Sétif. Dans la catégorie des U15, le Paradou AC qui recevait le CR Belouizdad, au stade du 20-Août-1955, dimanche dernier, a concédé une défaite (0 - 2), œuvre de Smaili, auteur d'un doublé. Le CR Belouizdad a ainsi assuré une belle avance, en

attendant la manche retour prévue le 31 octobre 2026 sur le même terrain.

LE MATCH DES U17 PARADOU AC - JS KABYLIE, AUJOURD'HUI, AU STADE DU 20-AOÛT-1955

Chez les U17, le Paradou AC accueillera la JS Kabylie, aujourd'hui à partir de 16 heures, au stade du 20-Août-1955 à Alger. La rencontre était dans un premier temps programmée pour vendredi dernier avant qu'elle ne soit décalée à aujourd'hui sur demande de la JSK, suite à la disparition tragique du joueur des U20 Bidjad Ahmed Ayoub dans le meurtrier accident de la circulation de Tadmaït, survenu la semaine dernière. Le match retour de cette finale de la Supercoupe des U17 est prévu entre le 30 octobre et le 1^{er} novembre 2026 à Tizi-Ouzou.

D. C.

EN PRÉVISION DU FESTIVAL DE LA FIFA

FIN DU STAGE DE DÉTECTION DE LA SÉLECTION ALGÉRIENNE U15



Le stage de détection de la sélection nationale de football des moins de 15 ans (U15) a pris fin samedi dernier, après trois jours au Centre technique national de Sidi Moussa (Alger), en prévision de sa participation au Festival de la FIFA, prévu en Azerbaïdjan du 22 au 31 octobre prochain, a indiqué dimanche dernier la Fédération algérienne de football (FAF). Ce stage, encadré par l'entraîneur national Karim Ziani, chargé de cette catégorie, a constitué la

première étape de préparation en vue de ce rendez-vous international. Il a permis d'observer 31 joueurs sélectionnés à l'issue des différents tournois nationaux organisés dans le cadre du programme de détection des jeunes talents supervisé par la Direction technique nationale de la FAF. Le groupe comprenait des joueurs issus de plusieurs clubs locaux, notamment des équipes évoluant en Ligue 1, ainsi que des éléments évoluant dans les divisions

inférieures. A l'issue du stage, les différents entraîneurs ayant suivi l'opération de détection ont remis leurs rapports sur les joueurs avant l'établissement de la liste finale qui comprendra 14 éléments pour prendre part au dernier stage précédant le Festival. La préparation de la sélection nationale se poursuivra au cours des prochaines semaines, en prévision du déplacement en Azerbaïdjan et de sa participation au Festival de la FIFA.

TROIS NOUVEAUX AMBASSADEURS ACCRÉDITÉS LE CHEF DE L'ÉTAT REÇOIT LES LETTRES DE CRÉANCE

Le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, a présidé, hier à Alger, la cérémonie de remise des lettres de créance de trois nouveaux ambassadeurs accrédités auprès de l'Algérie, a indiqué un communiqué de la Présidence. Cette cérémonie marque le début de la mission diplomatique en Algérie de Son Excellence Mme Thea Martine Østman, ambassadrice du Royaume de Norvège, Son Excellence M. Vo Do Long, ambassadeur de la République

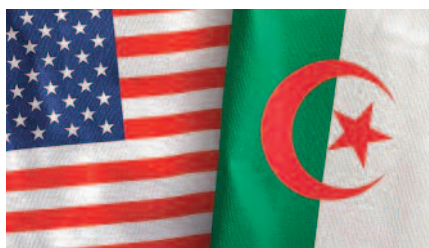
socialiste du Vietnam, et Son Excellence Mme Anne-Kristine Krag, ambassadrice de la République de Finlande. La cérémonie de remise des lettres de créance s'est déroulée en présence de M. Ahmed Attaf, ministre d'État, ministre des Affaires étrangères, de la Communauté nationale à l'étranger et des Affaires africaines, ainsi que de M. Amar Abba, conseiller auprès du président de la République, chargé des Affaires diplomatiques.

R.N



COOPÉRATION ALGÉRO-AMÉRICAINE L'ALGÉRIE, PARTENAIRE STRATÉGIQUE DES USA

Les relations algéro-américaines entrent-elles dans une nouvelle dimension ? La visite effectuée, hier à Alger, par Massad Boulos, conseiller principal de Donald Trump pour l'Afrique, les Affaires arabes et le Moyen-Orient, semble le confirmer. Reçu par le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le responsable américain a placé son déplacement au cœur de deux priorités : la sécurité régionale et le renforcement des opportunités économiques entre Alger et Washington. «L'Algérie est un partenaire important pour les États-Unis dans le renforcement de la sécurité régionale, l'élargissement des opportunités économiques et la réalisation de la prospérité pour nos deux pays», a déclaré Boulos, à l'issue de son entretien avec le chef de l'État. Dans un message publié sur X, il a encore resserré la formulation en affirmant que «l'Algérie est un partenaire étroit des États-Unis» dans le renforcement de la sécurité régionale et l'élargissement des opportunités économiques. Au-delà des déclarations, le contenu comme le format de cette visite sont révélateurs de l'importance accordée à la rencontre. L'agenda de Massad Boulos est, à cet égard, particulièrement significatif. Après son entretien avec le Président Tebboune, le conseiller américain devait poursuivre ses discussions avec le Premier ministre Sifi Ghrieb et Ahmed Attaf, avant de rencontrer le P-DG de Sonatrach, Noureddine Daoudi, autour du dossier énergétique. Cette multiplication des interlocuteurs et des secteurs abordés donne à cette troisième visite de Boulos en Algérie, après celles de juillet 2025 et janvier 2026, une dimension particulière. Ses précédents déplacements avaient déjà confirmé l'importance accordée par l'administration Trump au dialogue avec Alger. Cette nouvelle visite semble toutefois marquer une étape supplémentaire, avec une volonté plus affirmée d'entrer dans le détail des dossiers et de faire évoluer les convergences politiques vers des perspectives concrètes de coopération. Le choix de consacrer une séquence



aux questions énergétiques n'est d'ailleurs pas anodin. L'énergie demeure l'un des principaux points d'ancrage des relations économiques entre l'Algérie et les États-Unis, alors que les perspectives d'investissement et de partenariat dans ce secteur restent importantes. La rencontre avec le premier responsable de Sonatrach s'inscrit dans cette volonté d'examiner les possibilités d'élargir le champ de la coopération économique. Le communiqué des services du Premier ministre est, à cet égard, particulièrement explicite. Sifi Ghrieb et Massad Boulos ont exprimé leur «satisfaction quant à la dynamique positive» que connaît le partenariat algéro-américain dans plusieurs domaines, notamment économique. Les deux parties ont également examiné les moyens «d'approfondir et de diversifier» la coopération, d'accroître la présence des entreprises américaines, d'élargir leurs investissements en Algérie et d'augmenter le volume des échanges commerciaux. Cette évolution intervient dans un contexte régional où le rôle de l'Algérie, notamment au Sahel et en matière de lutte contre le terrorisme, retient de plus en plus l'attention de Washington. Une dynamique qui s'inscrit dans le renforcement progressif de la coopération bilatérale, d'abord consolidée sur le plan sécuritaire. La signature, en janvier 2025, d'un mémorandum d'entente militaire a ainsi ouvert une nouvelle étape, couvrant notamment la formation,

les exercices conjoints, la médecine militaire et le sauvetage maritime. Depuis, les échanges entre responsables militaires des deux pays se sont intensifiés. Pour Alger, cette coopération permet de diversifier ses partenariats tout en préservant son autonomie de décision et son principe de non-alignement. Dans le contexte actuel du Sahel, marqué par les menaces terroristes, l'instabilité et la multiplication des interventions extérieures, cette convergence prend une dimension particulière. La récente rupture des relations entre l'Algérie et les Émirats arabes unis, sur fond d'accusations algériennes d'agissements hostiles dans la région, ajoute également un nouvel élément à cette équation. Sur le plan économique, l'énergie demeure l'un des principaux moteurs du rapprochement. Les discussions entre Sonatrach et des groupes américains, notamment ExxonMobil et Chevron, se poursuivent autour de l'exploration et du développement des ressources algériennes. Mais la coopération tend désormais à dépasser les hydrocarbures, avec des échanges autour de la décarbonation, des énergies renouvelables et du transfert de technologies. Cette diversification touche également l'agriculture, comme l'illustre le projet Baladna à Adrar, ainsi que plusieurs filières agroalimentaires. Les échanges commerciaux et la présence d'entreprises américaines en Algérie suivent cette même dynamique. Le message est donc clair : la relation entre Alger et Washington ne se limite plus à la gestion des dossiers politiques ou sécuritaires. Elle cherche désormais à s'appuyer sur une base économique plus large, capable de donner davantage de contenu au partenariat bilatéral. En qualifiant l'Algérie de «partenaire important», Massad Boulos a confirmé cette évolution. Une visite qui pourrait dès lors marquer une nouvelle étape, avec un enjeu désormais très concret : transformer cette convergence en projets et en investissements durables.

G. Salah Eddine

RUPTURE DES RELATIONS ALGÉRO-ÉMIRATIÈS PARTIS ET ORGANISATIONS NATIONALES RÉAFFIRMENT LEUR SOUTIEN À LA DÉCISION

Des partis politiques et des organisations nationales ont exprimé, dimanche dernier, leur plein soutien à la décision souveraine de l'Algérie de rompre ses relations diplomatiques avec les Émirats arabes unis, réaffirmant que la souveraineté nationale, la sécurité et la stabilité du pays constituent des lignes rouges qui ne sauraient faire l'objet de marchandage ou de chantage. Le parti Talaie El-Hourriyet a salué cette décision, la qualifiant de démarche souveraine intervenue à la suite d'«actes hostiles» et d'une alliance avec des forces visant, selon lui, à porter atteinte à la souveraineté, à l'unité et à la stabilité de l'Algérie. Le parti a réaffirmé son soutien aux institutions de la République et son engagement à leurs côtés face à ce qu'il qualifie de forces malveillantes. De son côté, le Mouvement de la société pour la paix (MSP) a estimé que la souveraineté de l'Algérie, sa sécurité nationale, sa stabilité et ses intérêts supérieurs constituent des «lignes rouges» qui ne sauraient être négociées. Le mouvement a

considéré que la rupture des relations diplomatiques traduit l'attachement de l'Algérie aux principes du respect mutuel et de la non-ingérence dans les affaires intérieures des États. Le MSP a également dénoncé le rôle qu'il attribue aux Émirats dans des tentatives visant à porter atteinte à la stabilité, à la sécurité et à l'unité de l'Algérie, ainsi qu'à attiser les conflits dans plusieurs pays frères et voisins. L'ONM salue la patience de l'Algérie. Pour sa part, l'Organisation nationale des moudjahidines (ONM) a exprimé son soutien absolu à la décision souveraine de l'Algérie, ainsi qu'à toutes les mesures servant l'intérêt du pays, son unité, son intégrité et la sécurité de son peuple. Elle a salué, à ce titre, «la sagesse et la patience» dont a fait preuve l'Algérie dans la gestion des provocations et des actes hostiles répétés des Émirats. Le secrétariat national de l'Union nationale des paysans algériens (UNPA) a, à son tour, apporté son «franc soutien» à la démarche de l'Algérie, estimant qu'elle est dictée par l'intérêt

supérieur du pays dans un contexte marqué par la persistance des comportements hostiles et des provocations de la partie émiratie. L'organisation a souligné que la dignité de l'Algérie constitue une composante de la souveraineté nationale qui ne saurait faire l'objet de marchandage ou de surenchère. L'organisation «Liqaq Chabab El Djazair» a également fait part de son plein soutien à la décision, réaffirmant que l'Algérie «est souveraine dans ses décisions et libre dans ses choix» et ne peut constituer une zone d'influence pour quiconque. L'organisation a, par ailleurs, renouvelé sa confiance dans les institutions de la République et dans leur capacité à défendre les intérêts supérieurs du pays et à préserver sa sécurité et sa stabilité. Elle a condamné, dans ce contexte, les tentatives visant à exploiter les réseaux sociaux et les nouveaux outils d'influence pour déstabiliser l'Algérie au service d'agendas extérieurs.

G.S.E.